



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEXY AUTO PIECES OCCASION

47 route de Longwy
54720 LEXY

Références : AC/RGZ/0943_2024
Code AIOT : 0006200327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement LEXY AUTO PIECES OCCASION implanté 47 route de Longwy lieu-dit Moulure 54720 LEXY. L'inspection a été annoncée le 28/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEXY AUTO PIECES OCCASION
- 47 route de Longwy lieudit Moulure 54720 Lexy
- Code AIOT : 0006200327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Lexy auto pièces occasion assure l'entreposage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage en vue de leur élimination chez un prestataire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier Installation classée	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens d'alerte et de lutte contre	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'incendie.			
9	Rétentions.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 V	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	Sans objet
3	Dépollution, démontage et découpage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 I	Sans objet
4	Caractéristique des sols.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Sans objet
5	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19	Sans objet
7	Déchets sortants.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43	Sans objet
8	Rétentions.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 I	Sans objet
10	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Sans objet
11	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I	Sans objet
12	Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 II	Sans objet
13	Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 III	Sans objet
14	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 IV	Sans objet
15	Registre et traçabilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Sans objet

--	--	--	--

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'installation est correctement tenue dans les locaux et sur les aires de stockage des véhicules.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier Installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions administratives
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;- le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;- le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;- les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;- les consignes de sécurité ;- les consignes d'exploitation ;- le registre de déchets.- les fiches de suivi du décanteur ;- les bordereaux de suivi des déchets. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Les documents suivants, contrôlés par échantillonnage, ont été présentés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- l'arrêté d'autorisation et l'arrêté préfectoral complémentaire de 2018 ;- le registre des déchets tenu à jour à l'aide du logiciel "OPISTO" ;- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;- les fiches de curage du décanteur (sous forme de factures de prestation et de BSD) ;- les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie (sous forme de factures d'entretien) ;- les bordereaux de suivi de déchets (archive au format papier puis sur trackdéchets);
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit rassembler tous les documents au sein d'un même dossier (classeur papier et / ou informatique).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie, Explosion, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un plan général des ateliers et des stockages sur lequel sont indiqués les risques. Ce plan n'est pas à jour et ne tient pas compte de la réorganisation des lieux de stockage des pièces détachées et des ateliers. Le 15 juin 2024 l'exploitant a transmis à l'inspection un plan à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dépollution, démontage et découpage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 I
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;- le verre est retiré ;- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;- les pneumatiques sont démontés ;- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;- les pots catalytiques sont retirés. Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.
Constats : Les opérations de dépollution, indiquées par l'exploitant lors de l'entretien préalable à la visite et constatées ensuite sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- retrait des fluides frigorigènes ;

<ul style="list-style-type: none"> - vidange par gravité des huiles moteur, des huiles de transmission ; - retrait de tous les autres fluides. - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; - les airbags ou les prétensionneurs sont neutralisés ; - les éléments filtrants sont retirés ; - les pneumatiques sont démontés ; - les pièces contenant des métaux lourds et les pots catalytiques sont retirés ; - les batteries sont retirées ; - les moteurs sont retirés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Caractéristique des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des sols
Prescription contrôlée : Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables [...].
Constats : La zone de stationnement des véhicules en attente de dépollution, ainsi que les aires de démontage des pièces et fluides et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules, sont revêtues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. [...].
Constats : Lors de la visite l'exploitant ne disposait pas de détecteurs contre l'incendie. Le 15 juin 2024 l'exploitant a transmis à l'inspection une facture d'achat pour un détecteur de fumée pour le local technique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection une photographie attestant de l'installation du détecteur de fumée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles [...].
Constats : Selon le schéma présenté par l'exploitant deux bornes incendie se situent de part et d'autre de l'installation à approximativement 95 et 112 mètres, une troisième borne se situe à 75 mètres de l'arrière de l'installation. L'inspection a vérifié la présence de ces bornes incendie. L'exploitant n'a pas fourni à l'inspection de mesure de débit sous une pression de 1 bar. Cinq extincteurs à eau, un extincteur à poudre et un à CO2 sont à disposition à l'intérieur des locaux. L'inspection constate que ces appareils ont été contrôlés en décembre 2023 par la société "Protect".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir un contrôle du débit des poteaux incendie. L'exploitant doit vérifier que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Déchets sortants.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : [...] Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles : - la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Par échantillonnage, l'inspection a constaté le bon étiquetage des déchets dangereux (nature, code et symbole de dangers).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rétentions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 I
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Le site est équipé de quatre cuves de 1000 litres chacune ; une pour les huiles (moteur + boîte), une pour le liquide de frein, une pour le liquide lave-glace et une pour stocker les carburants. Ces cuves sont entourées chacune d'une rétention maçonnée et enduite pouvant contenir 100% de la capacité de la cuve. L'exploitant déclare que les rétentions sont étanches.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rétentions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 V
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">-du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part;-du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part;-du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe;-les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
Constats : <p>Le site dispose d'une vanne permettant d'isoler le site du réseau d'assainissement.</p> <p>L'exploitant déclare que le réseau interne et les zones étanches de dépollution et de stockage des VHU en attente d'être dépollué permette de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.</p> <p>La mise en place de la vanne fait suite à l'inspection du 10 avril 2018 qui a demandé ces travaux. Par contre l'exploitant n'est pas en mesure de prouver que sa rétention interne est en cohérence avec le volume nécessaire à un confinement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit prouver que sa rétention interne est en cohérence avec le volume nécessaire à un confinement.</p> <p>À savoir pour une rétention interne :</p> <ul style="list-style-type: none">• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;• du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le débourbeur-déshuileur est présent sur l'installation. L'exploitant a présenté à l'inspection l'ensemble des documents relatifs au suivi de l'appareil. Le bordereau de suivi des déchets est daté de juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 I
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). [...]
Constats : Les véhicules non dépollués sont stockés non empilés sur une aire imperméable reliée au séparateur à hydrocarbures, distincte des autres aires de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entreposage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 II
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m ³ , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
Constats : Les pneumatiques sont stockés dans une zone dédiée de l'installation. La hauteur de stockage est inférieure à 3 mètres. La quantité de pneumatiques stockés est très largement inférieure à 100 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 III
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. [...]
Constats : L'inspection constate, par sondage, que les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les fluides sont stockés dans des cuves sur rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules et destinées à l'élimination sont entreposées dans des conteneurs étanches. Les pièces destinées au réemploi sont quand a elles nettoyées et leurs orifices bouchés, elles sont stockées à l'abri des intempéries sur une surface imperméable. Les batteries et les filtres sont stockés dans des conteneurs dédiés fermés et étanches; ils sont clairement identifiés et de capacité suffisante. L'ensemble des stockages est à l'abri des intempéries sur une surface imperméable. En cas de

déversement accidentel, l'exploitant dispose de produit absorbant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 IV
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.
Constats : Les véhicules dépollués ne sont pas empilés; ils sont stockés dans de bonnes conditions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Registre et traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : Par échantillonnage, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir l'ensemble des renseignements disponibles à propos d'un véhicule en attente de dépollution et d'un véhicule dépollué. L'inspection constate que le logiciel "opisto" utilisé par l'exploitant pour assurer le suivi des véhicules et des opérations de dépollution est correctement complété, il comprend tous les éléments de l'article 44 et les documents sont tous présents.
Type de suites proposées : Sans suite